

Le commerce équitable Sud-Nord a-t-il encore un avenir à l'heure du défi climatique? Peut-il converger avec les réseaux nés en Europe de la crise sociale et écologique? Echos d'une table ronde stimulante

La révolution «glocale»

BENITO PEREZ

Commerce équitable ► La crise climatique et la crise sociale qui s'enracinent dans les pays du Nord peuvent-elles redonner du mordant au commerce équitable? L'élan en faveur d'une économie relocalisée, conjugué aux difficultés grandissantes des paysannes européennes, bouscule en tout cas les pionnières du commerce équitable du Sud n'est plus seule à subir la précarité de l'économie globalisée, et l'on voit surgir, ici aussi, des circuits économiques alternatifs, issus de la petite paysannerie locale ou de la mouvance écologiste. Déjà, des alliances se tissent, des collaborations se nouent entre ces deux secteurs, faisant miroiter un nouveau rapport de force à même de transformer production, commercialisation et consommation dans sa globalité. Une révolution «glocale» (contraction de globale et locale) qui nécessite néanmoins que le mouvement du fair trade et son pendant Nord-Nord sachent transcender leurs différences bien réelles. Dans le cadre d'Alternatiba-Genève, une table ronde convoquée par les Magasins du monde a permis de déblayer le terrain.

Le constat est dressé par la responsable de la faïtière Commerce équitable France, Julie Maisonhaute: depuis dix ans, le commerce équitable à ancrage local (CEL) connaît une croissance exponentielle. Quelque 80 organisations de producteurs et de productrices couvrent désormais l'ensemble du territoire français dans les secteurs les plus divers: œufs, lait, fruits, légumes, céréales, plantes, et même la viande. En six ans, le volume des ventes du CEL a été multiplié par dix, atteignant 645 millions d'euros en 2020.

Dynamique commune

La dynamique est également présente en Belgique, selon Samuel Poos. Le coordinateur du Trade for development centre, un programme public d'encou-



Dans les pays du Sud, le commerce équitable bénéficie d'un nouvel élan grâce aux circuits locaux ou au développement d'échanges Sud-Sud, à l'instar de la coopérative colombienne du Sud de Cauca (CoSurCa) qui exporte son café vers le Chili. DR

agement au commerce équitable, relève la multiplicité des acteurs à l'origine de cette flamme: coopératives de consommateurs et consommatrices, regroupements de producteurs et productrices, mouvements verts, supermarchés alternatifs, mais aussi acteurs et actrices du commerce équitable classique, de plus en plus impliqués sur le terrain de la proximité.

Car celui-ci est fécond. Selon une étude, 73% des Belges se disent favorables à un commerce équitable incluant des produits locaux. Depuis 2017, la World fair trade organization (l'une des deux grandes fédérations internationales, lire ci-contre) accueille des acteurs du Nord. Quant à la faïtière hexagonale – Commerce équitable France –, elle s'est mise au diapason de la législation nationale, qui donne depuis 2014 une seule et unique définition du concept. Prix rémunérateurs et négociés, échanges inscrits

sur la durée, souci de l'environnement, bonus sociaux, transparence et traçabilité des filières, autant de principes qui permettent de mettre les deux secteurs sur pied d'égalité.

«La transition écologique ne doit pas signifier un repli sur soi»

Lara Baranzini

Avec le risque de reléguer au second plan la mission de rééquilibrage entre le Nord et le Sud, à l'origine du commerce équitable? «Au contraire, on constate une dynamique commune», rétorque Julie Maisonhaute. Toujours plus visible, le concept de commerce équitable serait désormais mieux compris et mieux accepté. Et l'arrivée de produits mixtes – par exemple,

des yogourts français aux fruits et sucre du Sud – boosterait le tout. Les chiffres accablent la thèse: en France, le chiffre d'affaires du commerce équitable Sud-Nord a plus que doublé en cinq ans, dans le sillage de circuits courts galvanisés.

Relocaliser au Sud

Reste que si produits du Sud et du Nord cohabitent désormais sur les étagères, cette nouvelle concurrence «équitable» inquiète certains pays en développement, admet Marco Coscione. Car si les produits des tropiques sont peu substituables, le vin, des céréales, le miel, les fruits secs produits par des pays tempérés comme le Chili, l'Argentine ou l'Afrique du Sud sont, eux, menacés à plus ou moins long terme.

L'expert italien ne s'en formalise pourtant pas, plaidant pour un commerce équitable «décolonisateur». «Rompre la dépendance du Sud au Nord passe par

le développement d'échanges Sud-Sud», soutient-il. Miroir, en somme, des relocalisations actuelles en cours en Europe.

Le virage serait d'ores et déjà pris, relève Marco Coscione. Il cite l'exemple du café bolivien El Ceibo, naguère exporté uniquement sous label Max Havelaar et qui désormais vend quatre fois plus sur le marché national. Ou le café colombien CoSurCa, exporté vers le Chili.

Au Burkina, les associations Napam bio et Napam Beogo se tournent, elles aussi, toujours plus vers les circuits locaux. «Le commerce équitable avec le Nord nous a permis d'investir dans la formation, les infrastructures et la sensibilisation des consommateurs burkinabés», se félicite Alassane Ouédraogo. Selon lui, les 10 000 producteurs et productrices associées n'ont, de toute façon, rien à craindre de la concurrence des petites paysannes européennes. «Au

vu de l'urgence écologique, on ne peut pas dire qu'il y a trop de produits bio et équitables!» sourit le pionnier du commerce équitable burkinabé.

Plus que le transport

Julie Maisonhaute abonde: «Riz thaï et riz de Camargue peuvent cohabiter sans problème sur les étagères du commerce équitable.» Un «enrichissement» mutuel, une diversité, également défendus par Lara Baranzini: «La transition écologique ne doit pas signifier un repli sur soi. Au contraire, il faut davantage de solidarité si l'on veut combattre l'injustice climatique.»

La porte-parole des Magasins du monde appelle à se méfier des évidences, car si la relocalisation de l'économie a son sens, se focaliser sur le critère du transport n'est pas toujours pertinent en matière de bilan environnemental, voire de développement durable. Y compris au sein du commerce certifié, qui voit quelque 90% des produits venus du Sud être labellisés bio, contre moins des deux tiers pour ceux du Nord.

Marco Coscione voit dans le fair trade l'un des acteurs de la «révolution globale», unissant solidarité, proximité et écologie. Outre l'alliance avec les circuits courts des pays riches, «le commerce équitable doit faire siens les préceptes de l'économie circulaire, la généralisation de l'agriculture régénératrice, la neutralité carbone de ses chaînes et la promotion systématique de la transformation locale des produits et des échanges Sud-Sud», énumère le militant italien. En somme, assumer ce rôle d'aiguillon du changement social et économique que s'étaient fixé ses inventeurs et inventrices il y a plus de cinquante ans. I

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du Courrier. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Le lait de la discorde

Débat ► Le cas du lait illustre les difficultés qui peuvent se poser à la convergence des productions équitables. Lancé par des producteurs et productrices suisses en 2019, le «lait équitable» FaireSwiss ambitionne de redonner un avenir à un secteur où les prix se sont effondrés depuis l'abandon des contingents laitiers en 2009. Sur le modèle de FaireFrance et de cinq autres expériences européennes, des briques à la mention «équitable» sont distribuées, y compris dans certaines grandes surfaces, à des tarifs permettant de couvrir les coûts de production, qui tournent autour d'un franc le litre. Une gageure, puisque le prix du marché se situe actuellement en dessous de soixante centimes. En contrepartie, les bénéficiaires s'engagent à respecter les six critères de European milk board¹ et de viser la durabilité et le respect du bien-être animal. Quelque soixante fermes profitent déjà des versements compensatoires de FaireSwiss et une centaine attend de rejoindre le système, informe Anne Chenevard, présidente de la coopérative.

Reste que la mention «équitable» sur la brique peut prêter à confusion. Ni certifié par un organe indépendant, ni soumis à une législation ad hoc, le lait de FaireSwiss est un contrat de confiance et de solidarité, expose son initiatrice. Et de perspective: ainsi, plutôt qu'imposée, la transition écologique sera rendue possible par le surplus financier obtenu.

Autre entorse aux pratiques du commerce équitable «intégré» (outre le recours aux grands distributeurs): le non-respect de la traçabilité physique. Produit frais, le lait impose en effet de lourdes contraintes en termes de collecte. La mise en place d'un système alternatif de ramassage à l'échelle du pays est aujourd'hui impossible, souligne Anne Chenevard. Un système de rémunération par «bilan de masse», assure dès lors la circulation financière entre lait classique et équitable.

La pratique n'est pas inconnue du commerce équitable «labellisé», qui l'applique

partiellement dans certaines filières (cacao, sucre de canne, jus, thé, coton, or) mais elle n'est pas reconnue par le fair trade alternatif. «Nos consommateurs sont attachés à la traçabilité, à ce que le contenu acheté au prix «équitable» le soit réellement», soutient Julie Maisonhaute, de la faïtière française.

Mais Anne Chenevard n'en démord pas. Pour la paysanne de Corcelles-le-Jorat, «le commerce équitable n'a pas besoin d'une définition rigide». «L'important est d'inclure un maximum de personnes», plaide-t-elle. De quoi ouvrir grand la porte ouverte au «fair washing», alertent les autres participant·es, allant jusqu'à souhaiter un encadrement étatique à la française au grand désespoir de la cheville ouvrière de FaireSwiss, qui voit déjà pointer les lobbies du parlement... Si la lune de miel équitable n'est pas pour demain, le dialogue est bel et bien amorcé. **BPZ**

¹ https://www.europeanmilkboard.org/fileadmin/Dokumente/FairMilk/Kriterien/EMB_Criteres_LE_fina_FR.pdf

UNE IDÉE, DEUX RÉALITÉS

Né dans les années 1960 d'une volonté de repenser le rapport Nord-Sud à l'ère du néocolonialisme, le mouvement du fair trade s'est depuis scindé en deux courants distincts, bien que collaborant toujours ensemble.

L'un, dit «labellisé», accompagne depuis les années 1990 le processus de mondialisation néolibérale, en apposant des labels sociaux sur des produits principalement issus du commerce classique. Une ouverture qui lui a permis de prendre d'importantes parts de marché. Mais le secteur est régulièrement accusé de ne pas sortir les producteurs et productrices de la pauvreté et de les maintenir dans la dépendance des grandes firmes. Qui plus est, Max Havelaar et les organisations réunies dans la faïtière Fairtrade international sont désormais concurrencés par une foison de labels proches des multinationales et encore moins rémunérateurs.

L'autre branche, dite «intégrée», tente de son côté de développer des circuits commerciaux (production, importation, distribution) 100% alternatifs et équitables. Mené par la World fair trade organization (et en Suisse par l'importateur Claro et les Magasins du monde), ce mouvement impose des critères plus exigeants (lire ci-contre) mais demeure modeste en termes de volume échangé.

BPZ